



Emplacement sur le Domaine Public, place de l'Europe, en bordure de la salle Blanche Montel d'un commerce ambulant de type « Food truck »

OBJET DU CAHIER DES CHARGES

Le présent cahier des charges a pour objet la définition des conditions d'accueil de commerces ambulants Food trucks sur le domaine public de la Commune de Luzarches, place de l'Europe, en bordure de la salle Blanche Montel.

RAPPEL Le commerce ambulant est une activité non sédentaire, pratiquée par un commerçant ou un artisan hors de l'établissement principal, ou sur la voie publique (halles, marchés, foires, fêtes, rues, abords des routes...). Il est réglementé et nécessite diverses autorisations.

I. ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

L'objectif est de créer un espace de proximité et d'innovation autour de l'offre culinaire à destination des lycéens et des collégiens.

La prestation devra offrir :

- Offre alimentaire de bonne qualité gustative, avec une part significative de circuits courts
- Offre alimentaire se démarquant des produits en vente chez les commerçants sédentaires de Luzarches
- Soin accordé aux installations

Une attention particulière sera portée aux offres comprenant :

- Produits issus de l'agriculture biologique
- Mode de production et de distribution innovant
- Slow food

La prestation proposée devra offrir à la clientèle une qualité et un confort de consommation :

- Respect de la réglementation (hygiène, HACCP, occupation du domaine public...) liée aux activités de vente et transformation de denrées alimentaires ;
- Qualité de prestation et de service à la clientèle ;

II. CONDITIONS D'ADMISSIBILITE

Composition administrative et dépôt du dossier de candidature

Chaque demande doit se faire au moyen d'un dossier complet déposé auprès de l'autorité administrative compétente, en l'occurrence, M le Maire.

Présentation du projet

Cette partie du dossier est un texte expliquant le concept proposé par le commerçant, et comment le projet répond aux critères de sélection. Pour les commerces alimentaires, ce texte détaille les produits et menus proposés en y intégrant les prix.

Présentation de l'infrastructure de vente

Seuls les candidats disposant d'une infrastructure de vente dédiée et mobile seront admissibles. Aucun équipement, stand, ou infrastructure de vente ne pourra être mise à disposition des commerçants par la Ville.

Aucun branchement d'eau potable ne sera mis à disposition par la Ville.

L'évacuation des eaux usées devra être prévue ; elles ne pourront en aucun cas être déversées sur la voie publique.

Parmi les principaux équipements admissibles :

- Camion/camionnette ;
- Remorque aménagée ;
- Roulotte aménagée ;

Le dossier devra obligatoirement comporter des photos et/ou des plans de l'outil de vente permettant d'apprécier ses dimensions et ses qualités esthétiques.

Les infrastructures de vente devront obligatoirement permettre de protéger les denrées alimentaires des souillures, lors du transport jusqu'à l'emplacement attribué. L'installation devra permettre de garantir que la chaîne du froid et/ou du chaud sera strictement respectée.

Un système de traçabilité des matières premières devra être utilisé pour prouver l'origine des produits vendus et utilisés pour la fabrication de l'offre proposée.

Le matériel devra respecter toutes les normes sanitaires en vigueur (respect du plan de nettoyage...).

En cas de plaintes ou de recours, des clients ou des autorités sanitaires, la responsabilité des commerçants sera totalement engagée et leur autorisation d'occupation du domaine public immédiatement révoquée.

SEUL LE MATERIEL PROFESSIONNEL DESTINE A LA VENTE AMBULANTE DE DENREES ALIMENTAIRES POURRA ETRE ADMIS.

Les installations devront répondre à des garanties de sécurité strictes, notamment dans le cas où du matériel de cuisson serait utilisé.

Dans le cas où la cuisson au gaz serait utilisée, le pétitionnaire devra en permanence vérifier la date de péremption du tuyau d'alimentation. Il devra disposer d'un extincteur adapté au risque.

Pour les véhicules équipés d'installation au gaz, la ville se garde le droit de vérifier les équipements de cuisson et de ne pas délivrer d'autorisation d'occupation du domaine public.

L'équipement de cuisson devra être situé en arrière du banc de vente ou prévoir une protection efficace.

Pour finir, un soin particulier devra être accordé à l'esthétique de l'infrastructure de vente : l'objectif étant de proposer une offre attractive pour la population.

Prescriptions techniques particulières

L'utilisation d'un groupe électrogène est interdite, compte tenu de la mise à disposition d'un coffret électrique 220 V 63 A en bordure de la salle Blanche Montel.

L'implantation du stand de vente à emporter se fera hors de la circulation des véhicules, sur un emplacement prédéfini par les services techniques de la commune et ne devra pas apporter de gêne à l'activité d'autres personnes.

Aucune publicité ni pré enseigne ne pourra être implantée sur le domaine public, à l'exception de l'enseigne signalant l'activité qui sera positionnée sur le stand provisoire.

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués dans des containers fournis par la ville, situés à proximité, en fin de journée.

III. MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

Pour être recevable le dossier devra également présenter et lister :

- Les moyens matériels et humains nécessaires et adaptés à l'exercice de l'activité, ceci dans le strict respect de la législation applicable en matière d'hygiène, de protection des populations, et du droit du travail.

Ainsi, le prestataire devra avoir préalablement rempli l'ensemble des obligations administratives applicables aux activités de restauration et de vente au détail de denrées alimentaires :

- Déclarations à la Direction Départementale des services vétérinaires, formation des employés, respect de la législation en matière de concurrence, consommation et de répression des fraudes (réglementation des prix, débit de boisson...).

Il devra préciser dans le dossier s'il exploitera le point de vente seul ou avec des employés, dans ce cas, le nombre de salariés devra être indiqué dans le dossier. Toutes les déclarations préalables et obligatoires à l'embauche devront avoir été réalisées par l'exploitant.

IV. CRITERES D'EVALUATION

Offre alimentaire

La Commune souhaite accueillir des établissements mobiles (« Food trucks ») capable de témoigner de l'intérêt des nouvelles attitudes face à l'alimentation : circuits courts, alimentation biologique, nouveaux comportements alimentaires, slow food,

Dans cette optique, l'appréciation de l'offre culinaire proposée se fera selon les critères suivants :

- Qualité et originalité de l'offre culinaire ;
- Proportion des circuits courts dans les produits utilisés
- Offre et gamme de prix accessible et adaptée
- Transformation et/ou assemblage des produits à bord de l'infrastructure de vente par l'exploitant et/ou son équipe ;
- Traçabilité des produits faciles à obtenir ;
- Respect de la notice de recommandation concernant la conservation des aliments et fournie en annexe de ce cahier des charges.

Aspect général des infrastructures de vente :

- Aspect extérieur soigné ;
- Habillage graphique professionnel et distinctif permettant d'identifier facilement l'infrastructure de vente.

Qualité du dossier de candidature :

- Dossier complet ;
- Qualité et clarté de la présentation du projet.

V. CONDITIONS D'EXECUTION – JOUR DE LA SEMAINE CONCERNÉ - DURÉE DE L'AUTORISATION

Un seul jour de la semaine est concerné par le présent cahier des charges – Il s'agit de **chaque vendredi sauf vacances scolaires**.

Le prestataire se verra accorder le droit d'occuper le domaine public par arrêté municipal, après jugement des offres et sélections par une commission d'attribution.

Cette occupation du domaine sera accordée à titre **précaire et révocable**, uniquement pour la période commençant à la date figurant sur l'arrêté municipal et **s'achevant à la fin de l'année scolaire**. L'arrêté pourra être reconduit maximum 3 fois, à l'issue desquelles aura lieu une nouvelle Commission d'attribution.

La ville de Luzarches pourra résilier à tout moment l'autorisation d'occupation du territoire sur l'espace public prévu dans le présent document, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis d'un mois, en cas de :

- Non-paiement de la redevance d'occupation du domaine public,
- Non-occupation de l'emplacement et du (ou des) créneau(x) attribué(s) sans information et accord de la ville 8 jours avant,
- Nuisances importantes et répétitives (sonores ou olfactives) ayant fait l'objet de plaintes,
- Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité,
- Non-respect du projet food-truck présenté lors de la candidature.
- Non-respect de l'obligation de propreté de l'espace public

La non-occupation d'un créneau sans information et accord de la ville 8 jours avant l'absence envisagée, ne lèvera pas l'obligation de paiement de l'emplacement et du (ou des) créneau(x) concerné(s).

La renonciation anticipée a un emplacement est autorisée. Elle doit être faite par lettre recommandée reçue impérativement 1 mois avant la date de départ envisagée, le départ ne pouvant intervenir moins d'un mois après la réception de ladite demande. Tout emplacement laissé libre suite aux cas précités, peut être attribué, par la commission, à un autre Food-truck.

Le tarif d'occupation de l'espace public est fixé par délibération du conseil municipal, par service, soit sans utilisation du coffret électrique ou avec son utilisation. Le règlement des occupations de l'espace public sera effectué mensuellement, exclusivement par prélèvement bancaire.

VI. DOSSIER DE CANDIDATURE ET DOCUMENT A SOUMETTRE

- Les noms, prénoms, domicile et profession du pétitionnaire ;
- Les coordonnées complètes du pétitionnaire : n° de téléphone et portable, adresse email ;
- Une photocopie de la pièce d'identité du pétitionnaire ;
- Une photocopie de la carte de commerçant permettant l'exercice d'activités non-sédentaire ;
- Un extrait d'inscription au registre du commerce et/ou des métiers (Kbis de moins de 3 mois)
- Une assurance en responsabilité civile se rapportant à l'exercice d'activités non-sédentaires ;
- Expérience professionnelle en restauration du pétitionnaire ;
- Attestation de formation aux règles HACCP
- Photos et/ou plans de l'infrastructure de vente permettant d'apprécier ses dimensions et ses qualités esthétiques ;

Un texte d'au maximum 300 mots expliquant le concept proposé par le commerçant. Le texte devra comporter le détail des produits et menus proposés, en y intégrant les prix, et en indiquant les fournisseurs choisis par le pétitionnaire, actions de communications envisagées, actions mises en œuvre dans une démarche de développement durable etc ...

- Formulaire de prélèvement SEPA dûment renseigné, accompagné du RIB de la société pétitionnaire.

VII. PROCESSUS D'ÉVALUATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

La commission municipale « Développement économiques, commerces sédentaires et marchés. » validera la conformité des dossiers de candidature reçus.

Les dossiers incomplets ou ne satisfaisant pas aux conditions d'admissibilité seront rejetés et ne seront pas évalués par la commission.

Les dossiers retenus seront ensuite examinés par la commission qui se réunira pour rendre ses décisions.

Un entretien sera éventuellement organisé avec les pétitionnaires pour éclaircir certains aspects du dossier déposé.

L'administration contactera ensuite le pétitionnaire pour informer des résultats.

La décision de la commission sera sans appel. Les candidats sélectionnés seront informés de la démarche à suivre pour obtenir leur permis d'occupation du domaine public.

Pièce-Jointe : Notice portant sur les obligations en matière d'hygiène et de sécurité pour les commerces alimentaires

VENTE AMBULANTE DE PRODUITS ALIMENTAIRES : RAPPEL DES OBLIGATIONS

◆ Démarches administratives préalables

- Immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et de l'artisanat ;
- Déclaration de l'activité ;
- Attestation à la formation aux règles HACCP
- Carte de commerçant ou artisan ambulant dans le cas où l'activité est exercée hors de la commune de résidence du commerçant ;
- Obtention de la « petite licence à emporter » pour la vente de boissons sans alcools.
- Conformité des équipements
- Infrastructure de vente protégeant les denrées des souillures lors de leur transport et lors de leur exposition à la vente (protection vis-à-vis des intempéries et des clients) ;
- Utilisation de matériaux résistants et imputrescibles, lisses et pouvant être nettoyés et désinfectés efficacement pour contenir, transformer, cuire et vendre les produits ;
- Infrastructure de vente disposant d'un système hygiénique de lavage des mains (eau, savon, essuies main à usage unique) et pour le nettoyage du petit matériel.
- Qualité des denrées alimentaires
- Utilisation d'un système de traçabilité prouvant l'origine des matières premières utilisées

Respect strict des dates limites de consommation (DLC) et de la chaîne du froid:

- Conservation des étiquettes des produits entamés, des bons de livraison, des factures...
- Conservation des aliments :
 - 63°C minimum pour tous les plats chauds ;
 - 8°C maximum pour les autres denrées périssables, notamment beurre,
 - 4°C maximum pour les produits à base de viande, lait cru, fromages affinés ainsi que tout produit dont l'étiquetage précise une conservation entre 0 et 4°C ;
 - 3°C maximum pour les plats cuisinés à l'avance ;
 - - 18° C maximum pour les produits surgelés, notamment les glaces, crèmes glacées et les sorbets.
 - Entre 0° C et 4 °C maximum pour tout aliment d'origine végétale très périssable et dont l'absence de maîtrise de la température pendant une courte période peut présenter un risque microbien pour le consommateur, tel que les denrées végétales cuites ou précuites, prêtes à l'emploi, non stables à température ambiante ; préparations froides non stables, les salades composées, végétaux crus prédécoupés et leurs préparations, jus de fruits ou de légumes crus de pH supérieur à 4,5 ; produits décongelés ; produits non stables en distributeur automatique...

Les températures des denrées doivent être vérifiées régulièrement :

Les ruptures de la chaîne du froid ou du chaud génèrent un risque pour le consommateur.

Dans tous les cas, le commerçant devra se reporter aux Fiches pratiques :

- Conservation des aliments édicté par la DGCCRF de juin 2020
- Guide de bonnes pratiques d'hygiène édicté par le Ministère de l'Agriculture de novembre 2015